

58. 3.

BIJLAGEN BEHOORENDE BIJ DE MEMORIE VAN ANTWOORD.

**VERDRAG tusschen Nederland en de Mogendheden,
gesloten 19 April 1839.**

Au nom de la très Sainte et Indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, étant disposé à conclure un arrangement définitif sur la base des 24 articles arrêtés par les Plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, le 14 Octobre 1831, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, ayant pris en considération leur traité conclu avec Sa Majesté le Roi des Belges le 15 Novembre 1831, Leurs dites Majestés ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir,

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, le Sieur Salomon Dedel, Commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, Commandeur de l'ordre de l'Etoile Polaire de Suède, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Sieur Frédéric Chrétien Louis, Comte de Senfft-Pilsach, Grand'croix de l'ordre Impérial de Leopold, de celui de St. Joseph, de Toscane, Grand'croix décoré du Grand Cordon de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, Chevalier des ordres de St. Jean de Jerusalem et de l'Aigle Blanc, Grand'croix de la Legion d'honneur, de l'ordre du mérite de Saxe, et de celui de St. Stanislas etc., Chambellan et Conseiller intime actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi des Français, le Sieur Horace François Bastien, Comte Sebastiani Porta, Grand'croix de Son ordre Royal de la Légion d'Honneur, Grand Cordon des ordres du Croissant de Turquie, de Léopold, de Belgique, de St. Ferdinand de Naples, du St. Sauveur, de Grèce, Chevalier de l'ordre de la Couronne de Fer etc. etc., Lieutenant-Général de Ses armées, Membre de la Chambre des Députés de France, Son Ambassadeur Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable Henri Jean Vicomte Palmerston, Baron Temple, Pair d'Irlande, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Chevalier Grand'croix du Très Honorable ordre du Bain, Membre du Parlement, et Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Henri Guillaume Baron de Bülow, Grand'croix de l'ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de la seconde classe, Grand'croix de l'ordre Royal des Guelphes, Commandeur des ordres de St. Stanislas de Russie, et du Faucon de Saxe-Weimar, etc., Son Chambellan Conseiller intime de Légation, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, et

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Charles André Comte Pozzo di Borgo, Général d'infanterie de Ses armées, Son Aide de Camp Général, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Chevalier des ordres de Russie et de l'ordre Militaire de St. George de la quatrième classe, Chevalier de l'ordre de la Toison d'Or, Grand'croix de l'ordre Royal de St. Etienne, de Hongrie, de l'Aigle Noir et de l'Aigle Rouge de Prusse, de l'ordre de la Tour et de l'Epée de Portugal, de l'ordre de St. Ferdinand de Naples, de l'ordre Royal des Guelphes, Commandeur Grand'croix de l'ordre du Bain, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleinpouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Article I.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, s'engage à faire immédiatement convertir en traité avec Sa Majesté le Roi des Belges, les articles annexés au présent acte, et arrêtés d'un commun accord sous les auspices des Cours d'Autriche, de France, de la Grande Bretagne, de Prusse et de Russie.

Article II.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies déclarent, que les articles mentionnés dans l'article qui précède, sont considérés comme ayant la même force et valeur que s'ils étaient insérés textuellement dans le présent acte; et qu'ils se trouvent ainsi placés sous la garantie de Leurs dites Majestés.

Article III.

L'union qui a existé entre la Hollande et la Belgique en vertu du traité de Vienne du 31 Mai 1815, est reconnue par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, être dissoute.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres, dans le délai de six semaines, ou plutôt si faire se peut. L'échange de ces ratifications aura lieu en même tems, que celui des ratifications du traité entre la Hollande et la Belgique.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le dix neuf Avril l'an de Grâce mil huit cent trente neuf.

(I.S.) DEDEL.

(I.S.) SENFFT.

(I.S.) H. SEBASTIANI.

(I.S.) PALMERSTON.

(I.S.) BULOW.

(I.S.) POZZO DI BORGIO.

VERDRAG tusschen Nederland en België, gesloten 19 April 1839.

Au nom de la très Sainte et Indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et Sa Majesté le Roi des Belges, prenant en considération leurs Traités conclus avec les Cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, savoir: par Sa Majesté le Roi des Belges le 15 Novembre 1831, et par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, en ce jour, leurs dites Majestés ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, le Sieur Salomon Dedel, Commandeur de l'ordre du Lion Néerlandais, Commandeur de l'ordre de l'Etoile Polaire de Suède, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

Et Sa Majesté le Roi des Belges, le Sieur Sylvain van de Weyer, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, Officier de l'ordre de Léopold, Grand'croix de l'ordre d'Ernest de Saxe, de l'ordre de la Tour et de l'Epée, de l'ordre Militaire et Religieux des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de l'ordre Royal de la Légion d'Honneur, etc. etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Article I.

Le territoire Belge se composera des provinces de:

Brabant-Méridional,
Liège,
Namur,
Hainaut,
Flandre Occidentale,
Flandre Orientale,
Anvers, et
Limbourg;

telles qu'elles ont fait partie du Royaume des Pays-Bas constitué en 1815, à l'exception des districts de la province de Limbourg, désignés dans l'article IV.

Le territoire Belge comprendra en outre, la partie du Grand-Duché de Luxembourg indiqué dans l'article II.

Article II.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, consent à ce que dans le Grand-Duché de Luxembourg, les limites du territoire Belge soient telles qu'elles vont être décrits ci-dessous.

A partir de la frontière de France entre *Rodange* qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, et *Athus* qui appartiendra à la Belgique, il sera tiré d'après la carte ci-jointe, une ligne qui, laissant à la Belgique la route d'*Arlon* à *Longwy*, la ville d'*Arlon* avec sa banlieue, et la route d'*Arlon* à *Bastogne*, passera entre *Messancy*, qui sera sur le territoire Belge, et *Clemancy*, qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, pour aboutir à *Steinfort*, lequel endroit restera également au Grand-Duché; de *Steinfort* cette ligne sera prolongée dans la direction d'*Eischen*, de *Hecbus*, *Guirsch*, *Ober-Pallen*, *Grende*, *Nothomb*, *Parette* et *Perlé*, jusqu'à *Martelange*; *Hecbus*, *Guirsch*, *Grende*, *Nothomb*, et *Parette*, devant appartenir à la Belgique, et *Eischen*, *Ober-Pallen*, *Perlé*, et *Martelange* au Grand-Duché. De *Martelange*, la dite ligne descendra le cours de la *Sure*, dont le thalweg servira de limite entre les deux Etats, jusque vis-à-vis *Tintange*, d'où elle sera prolongée aussi directement que

possible vers la frontière actuelle de l'arrondissement de *Diekirch*, et passera entre *Surret*, *Harlange*, *Tarchamps*, qu'elle laissera au Grand-Duché de Luxembourg, et *Honville*, *Livarchamps* et *Loutremange*, qui feront partie du territoire Belge: atteignant ensuite, aux environs de *Doncols* et de *Soulez*, qui resteront au Grand-Duché, la frontière actuelle de l'arrondissement de *Diekirch*, la ligne en question suivra la dite frontière, jusqu'à celle du territoire Prussien. Tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'ouest de cette ligne, appartiendront à la Belgique, et tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'est de cette même ligne, continueront d'appartenir au Grand-Duché de Luxembourg.

Il est entendu, qu'en traçant cette ligne, et en se conformant autant que possible à la description, qui en a été faite ci-dessus, ainsi qu'aux indications de la carte, jointe pour plus de clarté au présent article, les Commissaires démarcateurs, dont il est fait mention dans l'article VI, auront égard aux localités, ainsi qu'aux convenances qui pourront en résulter mutuellement.

Article III.

Pour les cessions faites dans l'article précédent, il sera assigné à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, une indemnité territoriale dans la province de Limbourg.

Article IV.

En exécution de la partie de l'article I, relative à la province de Limbourg, et par suite des cessions, que Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg fait dans l'article II, Sa dite Majesté possédera, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunis à la Hollande, les territoires, dont les limites sont indiquées ci-dessous:

1°. *Sur la rive droite de la Meuse*: aux anciennes enclaves Hollandaises sur la dite rive dans la province de Limbourg, seront joints les districts de cette même province, sur cette même rive, qui n'appartenaient pas aux Etats-Généraux en 1790, de façon que la partie de la province actuelle de Limbourg, située sur la rive droite de la Meuse, et comprise entre ce fleuve à l'ouest, la frontière du territoire Prussien à l'est, la frontière actuelle de la province de Liège au midi, et la Gueldre Hollandaise au nord, appartiendra désormais toute entière à Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, soit en Sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunie à la Hollande.

2°. *Sur la rive gauche de la Meuse*: à partir du point le plus méridional de la province Hollandaise du Brabant Septentrional, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne, qui aboutira à la Meuse au dessus de *Wessem*, entre cet endroit et *Stevenswaardt*, au point où se touchent, sur la rive gauche de la Meuse, les frontières des arrondissemens actuels de *Ruremonde* et de *Maestricht*, de manière que *Bergerot*, *Stamproy*, *Neer-Itteren*, *Ittervoort* et *Thorn*, avec leurs banlieues, ainsi que tous les autres-endeux situés au nord de cette ligne, feront partie du territoire Hollandais.

Les anciennes enclaves Hollandaises dans la province de Limbourg, sur la rive gauche de la Meuse, appartiendront à la Belgique, à l'exception de la ville de *Maestricht*, laquelle avec un rayon de territoire de douze cents toises, à partir du glacis extérieur de la place sur la dite rive de ce fleuve, continuera d'être possédée en toute souveraineté et propriété par sa Majesté le Roi des Pays-Bas.

Article V.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, s'entendra avec la Confédération Germanique et les agnats de la Maison de Nassau, sur l'application des stipulations renfermées, dans les articles III et IV, ainsi que sur tous les arrangements, que les dits articles pourraient rendre nécessaires soit avec les agnats ci-dessus nommés de la Maison de Nassau, soit avec la confédération Germanique.

Goedkeuring van het op 3 April 1925 te 's Gravenhage tusschen Nederland en België gesloten verdrag, enz.

Article VI.

Moyennant les arrangemens territoriaux arrêtés ci-dessus, chacune des deux parties renonce réciproquement pour jamais à toute prétention sur les territoires, villes, places et lieux, situés dans les limites des possessions de l'autre partie, telles qu'elles se trouvent décrites dans les articles I, II et IV.

Les dites limites seront tracées conformément à ces mêmes articles, par des commissaires démarcateurs Belges et Hollandais, qui se réuniront le plutôt possible en la ville de Maestricht.

Article VII.

La Belgique, dans les limites indiquées aux articles I, II et IV, formera un Etat indépendant et perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres Etats.

Article VIII.

L'écoulement des eaux des Flandres sera réglé entre la Hollande et la Belgique d'après les stipulations arrêtées à cet égard dans l'article VI du traité définitif, conclu entre Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et les Etats-Généraux, le 8 Novembre 1785; et conformément audit article, des commissaires nommés de part et d'autre, s'entendront sur l'application des dispositions qu'il consacre.

Article IX.

§ 1. Les dispositions des articles CVIII jusqu'au CXVII inclusivement, de l'acte général du Congrès de Vienne, relatives à la libre navigation des fleuves et rivières navigables, seront appliquées aux fleuves et rivières navigables, qui séparent ou traversent à la fois le territoire Belge et le territoire Hollandais.

§ 2. En ce qui concerne spécialement la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, il est convenu que le pilotage et le balisage ainsi que la conservation des passes de l'Escaut en aval d'Anvers, seront soumis à une surveillance commune, et que cette surveillance commune sera exercée par des commissaires nommés à cet effet de part et d'autre. Des droits de pilotage modérés seront fixés d'un commun accord, et ces droits seront les mêmes pour les navires de toutes les nations.

En attendant et jusqu'à ce que ces droits soient arrêtés, il ne pourra être perçu des droits de pilotage plus élevés que ceux, qui ont été établis par le tarif de 1829, pour les bouches de la Meuse, depuis la pleine Mer jusqu'à Helvoet et de Helvoet jusqu'à Rotterdam, en proportion des distances.

Il sera au choix de tout navire se rendant de la pleine Mer en Belgique, ou de la Belgique en pleine Mer par l'Escaut, de prendre tel pilote, qu'il voudra; et il sera loisible d'après cela aux deux pays d'établir dans tout le cours de l'Escaut et à son embouchure, les services de pilotage qui seront jugés nécessaires pour fournir les pilotes.

Tout ce qui est relatif à ces établissemens, sera déterminé par le règlement à intervenir conformément au § 6 ci-après. Le service de ces établissemens sera sous la surveillance commune mentionnée au commencement du présent paragraphe. Les deux Gouvernemens s'engagent à conserver les passes navigables de l'Escaut et de ses embouchures, et à y placer et y entretenir les balises et bouées nécessaires chacun pour sa partie du fleuve.

§ 3. Il sera perçu par le Gouvernement des Pays-Bas sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, un droit unique de florins 1,50 par tonneau, savoir florins 1,12 pour les navires qui arrivant de la pleine Mer, remonteront l'Escaut Occidental pour se rendre en Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuze, et de florins 0,38 par tonneau, des navires qui, arrivant de la Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuze, descendront l'Escaut Occidental pour se rendre dans la pleine Mer.

Et afin que les dits navires ne puissent être assujettis à aucune visite, ni à aucun retard ou entrave quelconque dans

les rades Hollandaises, soit en remontant l'Escaut de la pleine mer, soit en descendant l'Escaut pour se rendre en pleine mer, il est convenu, que la perception du droit susmentionné aura lieu par les agens Néerlandais à Anvers et à Terneuze. De même les navires arrivant de la pleine Mer pour se rendre à Anvers par l'Escaut Occidental, et venant d'endroits suspects pour le rapport sanitaire, auront la faculté de continuer leur route sans entrave ni retard, accompagnés d'une garde de santé, et de se rendre ainsi au lieu de leur destination.

Les navires se rendant d'Anvers à Terneuze, et vice versa, ou faisant dans le fleuve même le cabotage ou la pêche (ainsi que l'exercice de celle-ci sera réglé en conséquence du § 6 ci-après), ne seront assujettis à aucun droit.

§ 4. La branche de l'Escaut, dite l'Escaut oriental, ne servant point dans l'Etat actuel des localités à la navigation de la pleine Mer à Anvers et à Terneuze et vice versa, mais étant employée à la navigation entre Anvers et le Rhin, celle-ci ne pourra être grevée, dans tout son cours, de droits ou péages plus élevés, que ceux, qui sont perçus, d'après les tarifs de Mayence, du 31 Mars 1831, sur la navigation de Gorcum jusqu'à la pleine Mer, en proportion des distances.

§ 5. Il est également convenu, que la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin pour arriver d'Anvers au Rhin et vice versa, restera réciproquement libre, et qu'elle ne sera assujettie qu'à des péages modérés, qui seront les mêmes pour le commerce des deux Pays.

§ 6. Des commissaires se réuniront de part et d'autre à Anvers, dans le délai d'un mois, tant pour arrêter le montant définitif et permanent de ces péages, qu'afin de convenir d'un règlement général pour l'exécution des dispositions du présent article, et d'y comprendre l'exercice du droit de pêche et du commerce de pêche dans toute l'étendue de l'Escaut sur le pied d'une parfaite réciprocité et égalité en faveur des sujets des deux Pays.

§ 7. En attendant, et jusqu'à ce que le dit règlement soit arrêté, la navigation de la Meuse et de ses embranchemens restera libre au commerce des deux pays, qui adopteront provisoirement à cet égard les tarifs de la convention signée le 31 Mars 1831, à Mayence, pour la libre navigation du Rhin, ainsi que les autres dispositions de cette convention, en autant qu'elles pourront s'appliquer à la dite rivière.

§ 8. Si des événemens naturels, ou des travaux d'art venaient par la suite à rendre impraticables les voies de navigation indiquées au présent article, le Gouvernement des Pays-Bas assignera à la navigation Belge d'autres voies aussi sûres et aussi bonnes et commodes, en remplacement des dites voies de navigation devenues impraticables.

Article X.

L'usage des canaux, qui traversent à la fois les deux Pays, continuera d'être libre et commun à leurs habitans.

Il est entendu qu'ils en jouiront réciproquement et aux mêmes conditions, et que de part et d'autre il ne sera perçu sur la navigation des dits canaux, que des droits modérés.

Article XI.

Les communications commerciales par la ville de Maestricht, et par celle de Sittard, resteront entièrement libres et ne pourront être entravées sous aucun prétexte.

L'usage des routes qui, en traversant ces deux villes, conduisent aux frontières de l'Allemagne, ne sera assujetti qu'au paiement de droits de barrière modérés pour l'entretien de ces routes, de telle sorte, que le commerce de transit n'y puisse éprouver aucun obstacle, et que moyennant les droits ci-dessus mentionnés, ces routes soient entretenus en bon état, et propres à faciliter ce commerce.

Article XII.

Dans le cas où il aurait été construit en Belgique une nouvelle route, ou creusé un nouveau canal, qui aboutirait à la Meuse vis-à-vis le canton Hollandais de Sittard, alors il serait loisible à la Belgique de demander à la Hollande, qui ne s'y refuserait pas dans cette supposition, que la dite route, ou le dit canal fussent prolongés d'après le même plan, entièrement aux frais et dépens de la Belgique, par le canton de Sittard jusqu'aux frontières de l'Allemagne. Cette route, ou ce canal, qui ne pourraient servir que de communication commerciale, seraient construits, au choix de la Hollande, soit par des ingénieurs et ouvriers, que la Belgique obtiendrait l'autorisation d'employer à cet effet dans le canton de Sittard, soit par des ingénieurs et ouvriers, que la Hollande fournirait, et qui exécuteraient aux frais de la Belgique, les travaux convenus, le tout sans charge aucune pour la Hollande, et sans préjudice de ses droits de souveraineté exclusifs sur le territoire que traverserait la route ou le canal en question.

Les deux parties fixeraient d'un commun accord le montant et le mode de perception des droits et péages qui seraient prélevés sur cette même route ou canal.

Article XIII.

§ 1. A partir du 1er Janvier 1839, la Belgique, du chef du partage des dettes publiques du Royaume des Pays-Bas, restera chargée d'une somme de cinq millions de florins des Pays-Bas de rente annuelle, dont les capitaux seront transférés du débet du grand livre d'Amsterdam ou du débet du trésor général du Royaume des Pays-Bas, sur le débet du grand livre de la Belgique.

§ 2. Les capitaux transférés, et les rentes inscrites sur le débet au grand livre de la Belgique par suite du paragraphe précédent, jusqu'à la concurrence de la somme totale de 5 000 000 florins des Pays-Bas, de rente annuelle, seront considérés comme faisant partie de la dette nationale Belge; et la Belgique s'engage à n'admettre ni pour le présent ni pour l'avenir, aucune distinction entre cette portion de sa dette publique, provenant de sa réunion avec la Hollande, et toute autre dette nationale Belge déjà créée, ou à créer.

§ 3. L'acquittement de la somme de rentes annuelles ci-dessus mentionnées de 5 000 000 florins des Pays-Bas, aura lieu régulièrement de semestre en semestre, soit à Bruxelles, soit à Anvers, en argent comptant, sans déduction aucune de quelque nature que ce puisse être, ni pour le présent, ni pour l'avenir.

§ 4. Moyennant la création de la dite somme de rentes annuelles de 5 000 000 florins, la Belgique se trouvera déchargée envers la Hollande de toute obligation du chef du partage des dettes publiques du Royaume des Pays-Bas.

§ 5. Des Commissaires nommés de part et d'autre se réuniront dans le délai de quinze jours après l'échange des ratifications du présent traité en la ville d'Utrecht afin de procéder au transfert des capitaux et rentes qui, du chef du partage des dettes publiques du Royaume des Pays-Bas, doivent passer à la charge de la Belgique jusqu'à la concurrence de 5 000 000 florins de rente annuelle. Ils procéderont aussi à l'extradition des archives, cartes, plans et documens quelconques appartenant à la Belgique ou concernant son administration.

Article XIV.

Le port d'Anvers, conformément aux stipulations de l'article 15 du traité de Paris, du 30 Mai 1814, continuera d'être uniquement un port de commerce.

Article XV.

Les ouvrages d'utilité publique ou particulière tels que canaux, routes ou autres de semblable nature, construits en tout ou en

partie aux frais du Royaume des Pays-Bas, appartiendront avec les avantages et les charges qui y sont attachés, au pays où ils sont situés.

Il reste entendu que les capitaux empruntés pour la construction de ces ouvrages, et qui y sont spécialement affectés, seront compris dans les dites charges pour autant qu'ils ne sont pas encore remboursés, et sans que les remboursements déjà effectués puissent donner lieu à liquidation.

Article XVI.

Les séquestres, qui auraient été mis en Belgique, pendant les troubles, pour cause politique, sur des biens et domaines patrimoniaux, quelconques, seront levés sans nul retard, et la jouissance des biens et domaines susdits sera immédiatement rendue aux légitimes propriétaires.

Article XVII.

Dans les deux pays, dont la séparation a lieu en conséquence du présent traité, les habitans et propriétaires, s'ils veulent transférer leur domicile d'un pays à l'autre, auront la liberté de disposer pendant deux ans de leurs propriétés, meubles ou immeubles, de quelque nature qu'elles soient, de les vendre et d'emporter le produit de ces ventes, soit en numéraire, soit en autres valeurs, sans empêchement ou acquittement de droits autres que ceux qui sont aujourd'hui en vigueur dans les deux pays pour les mutations et transferts.

Il est entendu que renonciation est faite pour le présent et pour l'avenir, à la perception de tout droit d'aubaine et de détraction sur les personnes et sur les biens des Hollandais en Belgique, et des Belges en Hollande.

Article XVIII.

La qualité de sujet mixte, quant à la propriété, sera reconnue et maintenue.

Article XIX.

Les dispositions des articles 11 jusqu'à 21 inclusivement du traité conclu entre l'Autriche et la Russie, le 3 Mai 1815, qui fait partie intégrante de l'acte général du Congrès de Vienne, dispositions relatives aux propriétaires mixtes, à l'élection de domicile, qu'ils sont tenus de faire, aux droits qu'ils exerceront comme sujets de l'un ou l'autre Etat, et aux rapports de voisinage dans les propriétés coupées par les frontières, seront appliquées aux propriétaires ainsi qu'aux propriétés, qui, en Hollande, dans le Grand-Duché de Luxembourg, ou en Belgique, se trouveront dans les cas prévus par les susdites dispositions des actes du congrès de Vienne. — Il est entendu que les productions minérales sont comprises dans les productions du sol mentionnées dans l'article 20 du traité du 3 Mai 1815, sus-allégué. Les droits d'aubaine et de détraction étant abolis dès à présent entre la Hollande, le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique, il est entendu que, parmi les dispositions ci-dessus mentionnées, celles qui se rapporteraient aux droits d'aubaine et de détraction, seront censées nulles et sans effet dans les trois pays.

Article XX.

Personne dans les pays, qui changent de domination, ne pourra être recherché ni inquiété en aucune manière pour cause quelconque de participation directe ou indirecte aux événemens politiques.

Article XXI.

Les pensions et traitemens d'attente, de non activité et de réforme, seront acquittés à l'avenir de part et d'autre, à tous les titulaires, tant civils que militaires, qui y ont droit conformément aux lois en vigueur avant le 1er Novembre 1830.

Il est convenu, que les pensions et traitemens susdits des titulaires nés sur les territoires, qui constituent aujourd'hui la

Goedkeuring van het op 3 April 1925 te 's Gravenhage tusschen Nederland en België gesloten verdrag, enz.

Belgique, resteront à la charge du trésor Belge, et les pensions et traitemens des titulaires nés sur les territoires, qui constituent aujourd'hui le Royaume des Pays-Bas, à celle du trésor Néerlandais.

Article XXII.

Toutes les réclamations de sujets Belges sur des établissemens particuliers, tels que fonds de veuves, et fonds connus sous la dénomination de fonds des lèges, et de la caisse des retraites civiles et militaires, seront examinées par la commission mixte, dont il est question dans l'article XIII, et résolues d'après la teneur des réglemens qui régissent ces fonds ou caisses.

Les cautionnemens fournis, ainsi que les versements faits par les comptables Belges, les dépôts judiciaires, et les consignations, seront également restitués aux titulaires sur la présentation de leurs titres.

Si du chef des liquidations dites françaises, des sujets Belges avaient encore à faire valoir des droits d'inscription, ces réclamations seront également examinées et liquidées par la dite commission.

Article XXIII.

Seront maintenus dans leur force et vigueur les jugemens rendus en matière civile et commerciale, les actes de l'état civil, et les actes passés devant notaire ou autre officier public sous l'administration Belge, dans les parties du Limbourg et du Grand-Duché de Luxembourg, dont Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, va être remis en possession.

Article XXIV.

Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les ordres nécessaires seront envoyés aux commandans des troupes respectives, pour l'évacuation des territoires, villes, places et lieux qui changent de domination. Les autorités civiles y recevront aussi, en même tems, les ordres nécessaires pour la remise de ces territoires, villes, places et lieux aux commissaires qui seront désignés à cet effet de part et d'autre.

Cette évacuation et cette remise s'effectueront de manière à pouvoir être terminées dans l'espace de quinze jours ou plutôt si faire se peut.

Article XXV.

A la suite des stipulations du présent traité, il y aura paix et amitié entre Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg d'une part, et Sa Majesté le Roi des Belges de l'autre part, leurs héritiers et successeurs, leurs états et sujets respectifs.

Article XXVI.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres dans le délai de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

Cet échange aura lieu en même tems que celui des ratifications du traité conclu en ce jour entre Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi des Français, la Reine du Royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies.

En foi de quoi les plénipotentiaires susdits ont signé le présent traité, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le dix neuf Avril l'an de Grâce mil huit cent trente neuf.

(I.S.) DEDEL.

(I.S.) SYLVAIN VAN DE WEYER.

VERDRAG tusschen België en de Mogendheden, gesloten 19 April 1839.

Au nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi des Belges, prenant en considération, de même que Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, leur Traité conclu à Londres le 15 Novembre 1831, ainsi que les Traités signés en ce jour entre leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, le Roi des Français, la Reine de la Grande-Bretagne, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies d'une part et Sa Majesté, le Roi des Pays-Bas, Grand-duc de Luxembourg de l'autre part, et entre Sa Majesté le Roi des Belges et Sa dite Majesté le Roi des Pays-Bas, Leurs dites Majestés ont nommé pour leur plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges, le Sieur Sylvain Van de Weyer, son Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, officier de l'ordre de Léopold, grand-croix de l'ordre d'Ernest de Saxe, de l'ordre de la Tour et de l'Epée, de l'ordre militaire et religieux des Saints Maurice et Lazare, commandeur de l'ordre royal de la légion d'honneur etc. etc.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Sieur Frédéric-Chrétien-Louis, Comte de Senfft-Pilsach, grand-croix de l'ordre impérial de Léopold et de celui de St. Joseph de Toscane, grand-croix décoré du grand cordon des Saints Maurice et Lazare, Chevalier de l'ordre de St.-Jean de Jérusalem et de l'aigle blanc, grand-croix de la légion d'honneur, de l'ordre de Mérite de Saxe et de celui de St.-Stanislas etc., chambellan et conseiller intime actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, et son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas;

Sa Majesté le Roi des Français, le sieur Horace-François-Bastien, comte Sébastiani-Porta, grand-croix de son ordre royal de la Légion d'honneur, grand-cordon des ordres du Croissant de Turquie, de Léopold de Belgique, de St.-Ferdinand de Naples, du Saint-Sauveur de Grèce, chevalier de l'ordre de la Couronne de fer, etc., etc., lieutenant général de ses armées, membre de la chambre des députés de France, son Ambassadeur extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Henri-Jean, vicomte Palmerston, baron Temple, pair d'Irlande, conseiller de Sa Majesté Britannique, en son conseil privé, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain, membre du parlement, et principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères;

Sa Majesté le Roi de Prusse, le sieur Henri-Guillaume, baron de Bulow, grand-croix de l'ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de la seconde classe, grand-croix de l'ordre royal des Guelphes, commandeur des ordres de St.-Stanislas de Russie et du Faucon de Saxe-Weimar, etc., son Chambellan, conseiller intime de légation, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le sieur Charles-André, comte Pozzo di Borgo, général d'infanterie de ses armées, son aide de camp général, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, chevalier des ordres de Russie et de l'ordre militaire de Saint-George de la 4e classe, chevalier de l'ordre de la Toison d'or, grand-croix de l'ordre royal de St.-Etienne de Hongrie, de l'Aigle Noir et de l'Aigle Rouge de Prusse, de l'ordre de la Tour et de l'Epée de Portugal, de l'ordre de St.-Ferdinand de Naples, de l'ordre royal des Guelphes, commandeur grand-croix de l'ordre du Bain, etc., etc.

Goedkeuring van het op 3 April 1925 te 's Gravenhage tusschen Nederland en België gesloten verdrag, enz.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Français, Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, déclarent que les articles ci-annexés et formant la teneur du traité conclu en ce jour entre Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, sont considérés comme ayant la même force et valeur que s'ils étaient textuellement insérés dans le présent acte, et qu'ils se trouvent ainsi placés sous la garantie de Leurs dites Majestés.

Art. 2. Le traité du 15 novembre 1831, entre Sa Majesté le Roi des Belges et Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Roi des Français, la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de

Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, est déclaré n'être point obligatoire pour les hautes parties contractantes.

Art. 3. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Londres dans le délai de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut. Cet échange aura lieu en même temps que celui des ratifications du traité entre la Belgique et la Hollande.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le dix-neuf avril, l'an de grâce mil huit cent trente-neuf.

(L.S.) SYLVAIN VAN DE WEYER.

(L.S.) SENFFT.

(L.S.) SEBASTIANI.

(L.S.) PALMERSTON.

(L.S.) BULOW.

(L.S.) POZZO DI BORGO.

1. ANTWOORD van den Minister van Buitenlandsche Zaken op vragen van den heer LOEFF in de vergadering van de Tweede Kamer der Staten-Generaal van 14 Februari 1919.

De dagbladberichten, waarbij gewag gemaakt wordt van eischen van België o.a. ten aanzien van den linker-Schelde-oever, zijn aan de aandacht van de Regeering niet ontgaan.

In verband hiermede is het van belang mede te deelen, dat naar aanleiding van de door Harer Majesteits gezant te Parijs namens de Regeering ter bevoegde plaatse uitgesproken verwachting, dat geen vraagstukken of onderwerpen, die Nederlandsche belangen betreffen, ter Conferentie zullen worden behandeld, zonder dat ons land tot de beraadslaging wordt toegelaten — (referte aan het communiqué van 28 Januari jl.) —, een schrijven dd. 4 Februari werd ontvangen van het secretariaat-generaal van het Vredescongres, waarbij ter kennis van den gezant werd gebracht, dat, volgens artikel I van het Reglement der Conferentie, neutrale Staten opgeroepen zullen worden tot het bijwonen van zittingen bepaaldelijk gewijd aan het onderzoek van quaesties, die hen rechtstreeks aangaan, ten einde aldaar mondeling of schriftelijk te worden gehoord.

In het vaste vertrouwen, dat geen beslissingen zullen worden genomen, die inbreuk zouden maken op de vaststaande rechten van den Staat, of die zouden indruischen tegen de uitgesproken gevoelens van aanhankelijkheid en saamhoorigheid der bevolking van eenig gebied van het Rijk, acht de Regeering het nauwelijks noodig te verklaren, dat zij — hoezeer bezielde door den wensch goede betrekkingen van nabuurschap te bevorderen — tegenover eischen, die op gebiedsafstand van welken aard ook mochten gericht zijn, met den meesten nadruk en beslist afwijzend zou moeten optreden.

Overigens beschikt de Regeering nog niet over zoodanige gegevens, dat zij in staat is het optreden der Belgische Regeering en de daardoor geschapen verhouding met nauwkeurigheid te beoordeelen.

Onder deze omstandigheden behoudt de Regeering zich in deze ernstige omstandigheden haar houding tegenover de Belgische Regeering voor.

2. MEMORANDUM op 18 Februari 1919 door den tijdelijk Zaakgelastigde te Brussel achtergelaten bij den Chef van het Kabinet van den Belgischen Minister van Buitenlandsche Zaken.

Par un communiqué officiel aux journaux le Ministère des Affaires Etrangères a fait connaître un aperçu de l'exposé que Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères

a remis le 11 février au nom de la délégation belge aux représentants des cinq grandes Puissances alliées et associées.

Comme cet exposé traite de questions, intéressant tout spécialement les Pays-Bas, la Légation Royale a reçu pour instruction de s'adresser au Ministère Royal des Affaires Etrangères, afin d'obtenir connaissance des communications que Son Excellence Monsieur HIJMANS a faites en tant qu'elles concernent les Pays-Bas.

NOTA van het Belgische Ministerie van Buitenlandsche Zaken van 22 Februari 1919.

En réponse à Son mémorandum du 18 février courant le Ministère des Affaires Etrangères a l'honneur de faire connaître à la Légation Royale des Pays-Bas que la Délégation Belge à la Conférence de Paris a saisi les représentants des cinq grandes Puissances alliées et associées d'une proposition tendant à l'ouverture de négociations en vue de la révision de certaines dispositions des traités du 19 avril 1839.

Ainsi que l'indiquait le communiqué auquel se réfère la Légation Royale, la Délégation Belge a exprimé le désir que les Pays-Bas participent à ces négociations, comme signataires des dits traités.

Si la proposition de la Belgique est agréée par la Conférence, la Délégation Belge aura l'occasion de faire connaître au Gouvernement des Pays-Bas le point de vue Belge en ce qui concerne les questions qui intéressent particulièrement les Pays-Bas.

NOTE-VERBALE door den tijdelijk Zaakgelastigde te Brussel op 26 Februari 1919 gericht tot het Belgische Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Il ressort de la Note que le Ministère des Affaires Etrangères a bien voulu faire parvenir à la Légation des Pays-Bas en date du 22 courant, que le Gouvernement Belge a cru devoir ne pas accueillir la demande du Gouvernement Néerlandais, tendant à obtenir connaissance des communications faites par la Délégation Belge aux représentants des cinq Grandes Puissances alliées et associées à Paris, en tant que ces communications concernent les Pays-Bas.

C'est avec regret que le Gouvernement Néerlandais est amené à constater ce qui précède, en raison du prix qu'il attache au maintien de la bonne entente qui peut être considéré comme étant de l'intérêt des deux pays.

S'il arrivait qu'à la suite du point de vue adopté par le Gouvernement Belge, la question entrât dans une phase moins favorable au maintien de cette bonne entente, le Gouvernement Néerlandais récuserait toute responsabilité à cet égard.

Goedkeuring van het op 3 April 1925 te 's Gravenhage tusschen Nederland en België gesloten verdrag, enz.

3. VERKLARING van den Minister van Buitenlandsche Zaken in de vergadering van de Tweede Kamer der Staten-Generaal van 26 Februari 1919.

Mijnheer de Voorzitter! Zooals ik de eer had onlangs in deze Vergadering kenbaar te maken, was aan het gezantschap te Brussel opdracht gegeven aan de Belgische Regeering naar aanleiding van haar communiqué nadere inlichtingen te vragen nopens de mededeelingen door haar te Parijs gedaan.

In antwoord daarop werd van de Belgische Regeering een Nota van 22 Februari ontvangen van den volgenden inhoud:

„In antwoord op het memorandum van 18 dezer heeft het Ministerie van Buitenlandsche Zaken de eer aan het gezantschap der Nederlanden te doen weten dat de Belgische delegatie ter conferentie van Parijs bij de vertegenwoordigers der vijf groote geallieerde en geassocieerde Mogendheden een voorstel heeft aanhangig gemaakt om onderhandelingen te openen strekkende tot herziening van zekere bepalingen der traktaten van 19 April 1839.

Zooals het communiqué, waarnaar het gezantschap verwijst, aangaf, heeft de Belgische delegatie den wensch geuit, dat Nederland aan die onderhandelingen zal deelnemen, als onderteekenaar van die traktaten.

Indien het voorstel van België door de conferentie wordt aangenomen, zal de Belgische delegatie in de gelegenheid zijn de Nederlandsche Regeering bekend te maken met de Belgische zienswijze in zake de vraagstukken, die in het bijzonder voor Nederland van belang zijn.”

Naar aanleiding van dit antwoord zij het mij vergund te constateeren, dat de Belgische Regeering niet aan de uitnoodiging der Nederlandsche Regeering heeft voldaan en haar geen opening van zaken heeft wenschen te geven. Dit wordt door de Regeering betreurd met het oog op de waarde die zij hecht aan de handhaving van een goede verstandhouding, welke geacht mag worden in het belang van beide landen te zijn. Wanneer deze aan gelegenheid door het standpunt der Belgische Regeering in een phase mocht komen, die aan die verstandhouding minder bevorderlijk zou kunnen zijn, wijst de Regeering daarvoor alle aansprakelijkheid af. Zij heeft, zonder op het verzoek om inlichting terug te willen komen, in dezen zin de Belgische Regeering nader bericht.

Voor zoover overigens in het antwoord de verantwoordelijkheid voor het streven der Belgische Regeering, en voor den verderen loop van zaken, wordt afgewenteld op de vertegenwoordigers der vijf groote Mogendheden te Parijs, veroorloof ik mij in herinnering te brengen, dat het Nederlandsche standpunt ten aanzien van gebiedsafstand en aantasting van vaststaande rechten, zooals dat in mijn verklaring van 14 Februari werd geformuleerd, aan de Regeeringen dier Mogendheden den 18den dezer, overeenkomstig mijn mededeeling, werd genotificeerd.

De Regeering stelt zich voor aan de Regeeringen der groote Mogendheden mededeeling te doen van de verklaring die ik heden de eer heb af te leggen.

4. VERSLAG uitgebracht door de Commissie voor de Belgische Zaken ter Vredesconferentie aan den Oppersten Raad der Geallieerden.

La Commission des Affaires belges, saisie par le Conseil suprême des Alliés, dans sa séance du 26 février 1919, de l'étude de la question de la révision du Traité de 1839, a abouti aux conclusions suivantes:

1°. En droit, les trois traités ensemble et dans toutes leurs clauses forment un bloc. Le traité hollando-belge n'est pas indépendant des deux autres.

Sans examiner la thèse qui consiste à soutenir que les trois accords sont résolus du fait de leur violation, on considère que, trois des signataires en estimant la révision nécessaire, cette révision s'impose.

2°. En fait, les trois traités négociés contre la Belgique, imposés par les Grandes Puissances à elle et à la Hollande, n'ont

apporté à la Belgique aucune des garanties qu'ils lui avaient promises, ont réduit, gravement, par leurs clauses territoriales et fluviales, ses possibilités de défense et portent pour une large part la responsabilité du préjudice qu'elle a subi. Il est actuellement impossible, en ce qui concerne l'Allemagne, l'Autriche et la Russie, que soit rendue à la Belgique la garantie prévue des cinq Grandes Puissances à laquelle les traités lui donnent droit. A ce titre aussi, leur révision solidaire s'impose.

3°. En principe, les bases acceptées de la Conférence de la Paix envisagent l'abandon à l'avenir de la neutralisation de la Belgique, neutralisation qui entrave sa pleine souveraineté. La révision des traités est donc d'intérêt général. Cette neutralisation se trouve actuellement garantie à la Hollande par la Grande-Bretagne et par la France, en vertu du Traité entre les cinq Grandes Puissances et la Hollande. La participation de la Hollande à la révision des Traités s'impose donc.

La conclusion suggérée est en conséquence que:

a) Les Traités de 1839 doivent être révisés dans l'ensemble de leurs clauses à la demande commune des Puissances qui estiment nécessaire cette révision;

b) La Hollande devra participer à cette révision;

c) Les Grandes Puissances garantes, qui ont tenu leurs engagements, y doivent être également associées;

d) Les Grandes Puissances à intérêts généraux représentées à la Conférence de la Paix doivent y participer aussi;

e) Le but général de cette révision est, conformément à l'objet de la Société des Nations, de libérer la Belgique de la limitation de souveraineté qui lui a été imposée par les Traités de 1839 et de supprimer tant pour elle que pour la paix générale, les risques et inconvénients divers résultants des dits traités.

5. SCHRIJVEN van Hr. Hs. Gezant te Parijs aan den Franschen Minister van Buitenlandsche Zaken, dd. 4 April 1919.

Monsieur le Ministre,

En réponse à Votre office du 13 mars dernier, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine est disposé à faire connaître au Conseil Suprême des Alliés son point de vue par rapport à la question de la révision des traités de 1839. En acceptant ainsi l'invitation qui lui a été adressée à cet effet par le Gouvernement Français, le Gouvernement Néerlandais considère qu'il est entendu que la question même ne sera pas traitée par les Pays-Bas avec la Conférence de la Paix à laquelle ils ne participent pas, mais avec les Puissances intéressées, mentionnés dans Votre office précité.

Je me réserve de Vous faire connaître ultérieurement les noms des représentants que le Gouvernement Néerlandais se propose de désigner.

Mon Gouvernement attacherait du prix à être prévenu au moins huit jours d'avance de la date fixée pour la réunion projetée.

Veillez etc.

(s.) A. DE STUERS.

SCHRIJVEN van den Franschen Minister van Buitenlandsche Zaken aan den tijdelijk Zaakgelastigde te Parijs, dd. 9 Mei 1919.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Par une Note en date du 4 avril dernier Vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement Royal des Pays-Bas était prêt à prendre part aux discussions concernant la révision des Traités de 1839.

J'ai été chargé de Vous faire connaître, en me référant à cette communication, que le Conseil suprême des Grandes Puissances alliées et associées a décidé qu'une conférence, comprenant les cinq membres du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de ces Puissances et les représentants des

Pays-Bas et de la Belgique, devrait être convoquée, aussitôt que possible, à Paris, afin d'examiner la question de la révision des Traités de 1839.

Je regrette que, jusqu'à présent, il n'ait pas été possible de fixer d'une manière précise la date à laquelle commenceront ces débats; mais, dès que le Conseil Suprême sera en mesure de prendre une décision à cet égard, j'aurai l'honneur de Vous en informer immédiatement.

Veillez etc.

(s.) S. PICHON.

SCHRIJVEN van den Franschen Minister van Buitenlandsche Zaken aan den tijdelijk Zaakgelastigde te Parijs, dd. 10 Mei 1919.

Monsieur le Chargé d'Affaires,

Pour faire suite à ma lettre en date d'hier j'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Conseil Suprême des Puissances alliées et associées a fixé au lundi dix neuf mai à quinze heures la réunion de la Conférence qui doit examiner la question de la révision des traités de 1839.

Les séances auront lieu au Ministère des Affaires Etrangères au Quai d'Orsay.

Je Vous serais reconnaissant de bien vouloir informer de cette décision le Gouvernement de la Reine dont le représentant doit prendre part à cette conférence avec les cinq membres du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères des grandes Puissances alliées et associées et le représentant du Royaume de Belgique.

Veillez etc.

(s.) S. PICHON.

6. VERKLARING van den Minister van Binnenlandsche Zaken, tijdelijk Voorzitter van den Ministerraad, in de vergadering van de Tweede Kamer der Staten-Generaal van 16 Mei 1919.

Mijnheer de Voorzitter! In antwoord op vragen van den heer Loeff betreffende berichten over Nederland rakende eischen, die België ter Vredesconferentie te Parijs aanhangig had gemaakt, had de Minister van Buitenlandsche Zaken in de vergadering van 14 Februari jl. de eer het standpunt kenbaar te maken, dat door de Regeering tot handhaving van de vaststaande rechten van den Staat werd ingenomen.

Naar aanleiding van een desbetreffend communiqué van het Belgische Ministerie van Buitenlandsche Zaken deelde hij in de vergadering van 18 Februari mede, dat de Regeering het zich tot een plicht had gerekend aan de Belgische Regeering nadere inlichtingen te vragen.

De Kamer herinnert zich, dat blijkens een in de vergadering van 26 Februari voorgelezen schrijven de Belgische Regeering aan de uitnoodiging om eenige opening van zaken te geven, geen gevolg heeft gegeven.

In de vergadering van 18 Maart deelde de Minister van Buitenlandsche Zaken daarop mede, dat de Regeering namens den Raad der Geallieerden van de Britsche en Fransche Regeering een mededeeling had ontvangen over een herziening van de tractaten van 1839, waartoe Nederland's medewerking werd ingeroepen. Hij voegde daaraan toe, dat deze aangelegenheid toen bij de Regeering in overweging was.

De omstandigheden lieten sedert niet toe nadere mededeelingen te doen.

In verband met het streven om het Parlement zooveel mogelijk van den loop van zaken op de hoogte te houden, kan thans tot bekendmaking van de termen van bovenbedoelde uitnoodi-

ging worden overgegaan. Zij was gericht aan Harer Majesteits Gezant te Parijs en luidde als volgt:

„Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Parijs, 13 Maart 1919.

Mijnheer de Gezant!

Ik heb de eer U te doen weten, dat de opperste Raad der Geallieerden in zijne zitting van 8 Maart de volgende besluiten heeft genomen ten aanzien van de verdragen van 1839.

a. De Verdragen van 1839 zullen in hun geheel moeten worden herzien op het gemeenschappelijk verzoek van de Mogendheden die deze herziening noodzakelijk achten.

b. Nederland zal aan deze herziening moeten deelnemen.

c. Diegene onder de garandeerende Groote Mogendheden, die hare verplichtingen zijn nagekomen, zullen aan die herziening eveneens moeten worden geassocieerd.

d. De ter Vredesconferentie vertegenwoordigde Groote Mogendheden met algemeene belangen zullen er ook aan moeten deelnemen.

e. Het algemeene doel van deze herziening is overeenkomstig de strekking van den volkerenbond België te bevrijden van de soevereiniteitsbeperkingen, welke het door de verdragen van 1839 is opgelegd en ten behoeve zowel van België als van den algemeenen vrede, de gevaren en de verschillende bezwaren weg te nemen, die uit gezegde verdragen voortvloeien.

Onder mededeeling van de bovenvermelde beslissingen, genomen door den Oppersten Raad der Geallieerden, heb ik de eer, op verzoek van den Raad en in naam van Frankrijk in de hoedanigheid van garandeerende Mogendheid, die getrouw is gebleven aan hare verplichtingen, de Koninklijke Nederlandsche Regeering uit te noodigen vertegenwoordigers te willen aanwijzen met de opdracht, hare inzichten in zake de herziening van de verdragen van 1839 tegenover den Oppersten Raad der Geallieerden te komen uiteenzetten.

Wil enz.

(w. g.) S. PICHON."

De uitnoodiging van den Britschen Minister van Buitenlandsche Zaken, den heer Balfour, was gelijkloidend.

Naar aanleiding van deze mededeelingen had de Regeering de positie te overwegen, waarin Nederland door dezen oproep om voor den Conseil Allié te verschijnen werd gesteld. Het was daarbij duidelijk, dat de verdere ontwikkeling der quaestie in hooge mate afhankelijk kon zijn van de in dit stadium aan te nemen houding. Het ligt niet in den aard van deze verklaring in bijzonderheden stil te staan bij de overwegingen van historischen, juridischen en politieken aard, die zich bij de bepaling van het standpunt der Regeering deden gelden. Na overleg met de raadslieden der Regeering te Parijs heeft de Minister van Buitenlandsche Zaken den 2den April den gezant te Parijs opgedragen tot de Fransche en Britsche Ministers het volgende schrijven te richten:

„In antwoord op Uw schrijven van 13 Maart heb ik de eer Uwer Excellentie mede te deelen, dat de Regeering der Koningin bereid is aan den Oppersten Raad der Geallieerden kenbaar te maken op welk standpunt zij zich met betrekking tot het vraagstuk der revisie van de verdragen van 1839 stelt. Terwijl zij alzoo te dien einde de door de Fransche Regeering tot haar gerichte uitnoodiging aanneemt, neemt de Nederlandsche Regeering daarbij als vaststaande aan, dat de behandeling van dit vraagstuk door Nederland niet zal geschieden met de Vredesconferentie, waaraan het geen deel neemt, maar met de bij de aangelegenheid betrokken Mogendheden in Uwen brief genoemd. Ik behoud mij voor Uwer Excellentie nader de namen der vertegenwoordigers te doen kennen, welke de Nederlandsche Regeering voornemens is aan te wijzen.

Goedkeuring van het op 3 April 1925 te 's Gravenhage tusschen Nederland en België gesloten verdrag, enz.

Harer Majesteits Regeering zoude het op prijs stellen minstens acht dagen te voren in kennis gesteld te worden met den dag voor de voorgenomen bijeenkomst vastgesteld."

Bij dit antwoord heeft de Regeering zich laten leiden door de gedachte, dat het op haar weg lag de uitnoodiging om over te komen niet zonder gevolg te laten. Zij stelde zich daarnemens op het standpunt, dat aan een behandeling van de vraag of in de tractaten van 1839 verandering zal worden gebracht door de Nederlandsche Regeering alleen in vrijheid en op voet van gelijkheid zou kunnen worden deelgenomen en dat de beslissing dienaangaande niet kon worden genomen in een vergadering, waarin van de belanghebbende partijen alleen Nederland zonder zeggenschap zou zijn.

Met een verwijzing naar ons evenbedoeld antwoord heeft de Fransche Minister van Buitenlandsche Zaken, blijkens een telegrafische mededeeling van onzen zaakgelastigde te Parijs, alhier verleden Zondag ontvangen, thans bericht, dat de opperste Raad der Geallieerde en Geassocieerde Groot Mogendheden besloten heeft, dat zoo spoedig mogelijk een conferentie ware bijeen te roepen bestaande uit de vijf Ministers van Buitenlandsche Zaken dier Mogendheden en de vertegenwoordigers van Nederland en België, ten einde de quaestie der revisie van de tractaten van 1839 te onderzoeken.

Blijkens een Maandag daarop ontvangen telegram heeft de heer PICHON aan onzen zaakgelastigde nader bericht, dat de bijeenkomst dier conferentie bepaald is op Maandag aanstaande en hem uitgenoodigd dit aan den vertegenwoordiger der Nederlandsche Regeering te doen weten.

De vraag van de herziening der verdragen van 1839 zal dus door een aparte conferentie worden overwogen. De Regeering is bereid aan deze bijeenkomst, waar zij op voet van gelijkheid verschijnt, deel te nemen en in verband daarmede heeft de Minister van Buitenlandsche Zaken zich heden naar Parijs begeven. Geen wijziging van de voorwaarden waarop indertijd de scheiding met België tot stand kwam, en die aan Nederland bij afzonderlijk verdrag voor de toekomst werden gegarandeerd, kan ons natuurlijk worden opgelegd. Nu intusschen bij de andere partij het verlangen naar een herziening is opgekomen, is de Regeering tot bespreking en overweging bereid, voor zoover zulks met onze rechten en belangen, waaromtrent in deze Vergadering indertijd verklaringen werden afgelegd, vereenigbaar is. De desiderata, welke ons van Belgische zijde zullen worden voorgesteld, zullen aan een ernstig en onbevangen onderzoek worden onderworpen.

7. RESOLUTIE van de Ministers van Buitenlandsche Zaken van de vijf groote geallieerde en geassocieerde Mogendheden van 4 Juni 1919.

Les Puissances ayant reconnu nécessaire la révision des Traités de 1839, confient à une Commission comprenant les Représentants des Etats-Unis d'Amérique, de l'Empire Britannique, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Belgique et de la Hollande, le soin d'étudier les mesures devant résulter de cette révision et de leur soumettre des propositions n'impliquant ni transfert de souveraineté territoriale, ni création de servitudes internationales.

La Commission invitera la Belgique et la Hollande à présenter des formules communes en ce qui concerne les voies navigables, en s'inspirant des principes généraux adoptés par la Conférence de la Paix.

8. ANTWOORD van den Minister van Buitenlandsche Zaken op vragen van den heer MARCHANT in de vergadering van de Tweede Kamer der Staten-Generaal van 6 Juni 1919.

Naar aanleiding van de vragen van den heer MARCHANT nopens den stand der bespreking in de conferentie van Ministers van

Buitenlandsche Zaken betreffende het vraagstuk der herziening van de verdragen van 1839 en nopens de door België geformuleerde wenschen, heb ik de eer het volgende mede te deelen:

De eerste bijeenkomsten hadden den 19den en 20sten Mei plaats. Aan het slot daarvan stelde de Belgische Minister voor, dat de beide volgende vragen zouden worden onderzocht:

I. Kan de Maaslinie, die de eerste verdedigingslinie van België is, afdoende verdedigd en gehouden worden bij den territorialen toestand geschapen door de tractaten van 1839, die met name de stad Maastricht — Mosae Trajectum — de eeuwenoude invalspoort der Germanen in Westelijk Europa, onder Nederlandsche heerschappij gebracht hebben?

II. Kan de Scheldelinie, deze van nature sterke linie, die de voornaamste verdedigingslinie van België is, afdoende verdedigd worden zonder dat België haar verdediging kan steunen op de rivier over den geheelen loop daarvan?

De Belgische desiderata werden door den heer HJMANS voorts in substantie aangegeven onder de volgende bewoording.

I. Met betrekking tot de Wester-Schelde en de daarmede samenhangende vraagstukken:

A. De vrije beschikking over den uitgang naar zee langs de Schelde, d. w. z. de bevoegdheden der soevereiniteit over den geheelen loop der Wester-Schelde tusschen de zee- of bandijken en tot in volle zee, benevens over alle tot de Wester-Schelde behorende wateren en tevens over het kanaal en den spoorweg van Gent naar Terneuzen, zoo ook over de uitmonding van het kanaal in de Wester-Schelde.

B. De erkenning door Nederland van de noodzakelijkheid voor België om de verdediging van zijn grondgebied te steunen op de Beneden-Schelde over haar geheelen loop en van het recht van die rivier in volle vrijheid en te allen tijde voor zijn verdediging gebruik te maken, hetgeen medebrengt, dat Nederland afziet van elken militairen maatregel, die de uitoefening van dit recht door België zoude kunnen tegenwerken.

C. Het beheer door België over de sluizen, welke dienen voor de afwatering van Vlaanderen.

D. Het herstel der grieven van de Belgische visschers van Bouchaute.

II. Met betrekking tot de verbindingswateren tusschen de Wester-Schelde en den Beneden-Rijn, met name het maken, op gemeenschappelijke kosten van een kanaal met groot profiel Antwerpen—Moerdijk, ter vervanging van de waterwegen voorzien bij het tractaat van 1839.

III. Met betrekking tot Nederlandsch-Limburg:

a. De vestiging in Zuid-Limburg van een regiem, dat België vrijwaart tegen de gevaren die voor zijn veiligheid voortvloeien uit de configuratie van dit gebied en dat aan België den waarborg zal verschaffen voor zijn economische belangen, die benadeeld zijn door de bepalingen betreffende grond- en watergebied van de tractaten van 1839.

b. Een waterweg met groot profiel Rijn—Maas—Schelde.

IV. Met betrekking tot Baerle-Hertog:

Een regeling welke een einde maakt aan de bezwaren, voortvloeiende uit de tegenwoordige doorenmenging van Belgisch en Nederlandsch grondgebied.

De heer HJMANS ging daarbij uit van de opvatting, dat het gebied der revisie niet willekeurig en a priori kon worden beperkt en deed het voorstel, dat de bestudeering van een en ander zou worden opgedragen aan één of twee commissies, waarin de groote Mogendheden, Nederland en België vertegenwoordigd zouden zijn.

In de volgende vergadering, welke 3 Juni plaats vond, had ik de eer het standpunt der Nederlandsche Regeering ten aanzien dezer voorstellen uiteen te zetten, onder aanvoering, dat ingevolge het door mij in de eerste zitting aanstonds gemaakte uitdrukkelijke voorbehoud ten aanzien van de integriteit van het Nederlandsche land- en watergebied, de Regeering niet kon treden in die Belgische voorstellen, welke hetzij om economische, hetzij om militaire redenen een overgang beoogen van soevereiniteitsrechten van Nederland op België;

dat de Regeering zich plaatst op den grondslag der bestaande

verhoudingen en er uiteraard derhalve geen sprake kan zijn van een herziening van de tractaten van 1839 in dien zin, alsof de scheiding tusschen België en Nederland, welke in dat jaar haar beslag kreeg, opnieuw en nog wel naar andere beginselen zou moeten worden ter hand genomen;

dat de Regeering overigens ten aanzien van de punten, die de scheepvaart- en economische belangen van België betreffen, in beginsel tot welwillend onderzoek en overleg bereid is, waarbij uit den aard der zaak dezerzijds de aandacht zou zijn te vragen voor de inconvenienten, welke de door de tractaten van 1839 geschapen verhouding ten aanzien van de Nederlandsche belangen, in het bijzonder wat betreft de kanalisatie van de gemeenschappelijke Maas, heeft met zich gebracht;

dat ten slotte naar het oordeel der Regeering de militaire quaesties in het kader van den Volkerenbond moeten worden beschouwd.

Met nadruk werd dezerzijds gewezen op het belang in het algemeen van overleg, zij het aanvankelijk, tusschen België en Nederland te zamen, met het oog op de verstandhouding tusschen de beiden volken en de wenschelijkheid, dat de eventueel te treffen regelingen door een geest van onderling vertrouwen worden gedragen. In het bijzonder werd afwijzing van dit overleg ongerijmd geacht ten aanzien van belangen die sedert 1839 blijkens talrijke, in het bijzonder de waterwegen betreffende tractaten, tusschen Nederland en België alleen en zelfstandig geregeld zijn geworden.

Nadat in de vergadering van 3 Juni geen overeenstemming was bereikt, had ik de eer den daarop volgenden dag van den Franschen Minister van Buitenlandsche Zaken, mede namens zijn ambtgenooten der groote Mogendheden, mededeeling te ontvangen van het treffen van de volgende regeling:

„De Mogendheden, de noodwendigheid der herziening van de verdragen van 1839 erkend hebbende, vertrouwen aan eene Commissie, omvattende de vertegenwoordigers van de Vereenigde Staten van Amerika, het Britsche Rijk, Frankrijk, Italië, Japan, België en Nederland, de taak toe der bestudeering van de maatregelen, die uit die herziening moeten voortvloeien en voorstellen te doen, die niet mogen medebrengen overgang van territoriale souvereiniteit, noch vestiging van internationale servituten.

De commissie zal België en Nederland uitnoodigen gemeenschappelijke formules („formules communes”) in te dienen, met betrekking tot de bevaarbare waterwegen, zich daarbij latende leiden door de algemeene beginselen door de Vredesconferentie aangenomen.”

Het belang van deze regeling ligt daarin, dat wijziging van de territoriale souvereiniteit ter zijde wordt gesteld, terwijl in het tweede deel de weg wordt gewezen, die leidt tot gezamenlijk overleg en gemeenschappelijke regeling door de beide meest betrokken Staten.

Mijnheer de Voorzitter! Dit is in hoofdtrekken de gang van zaken geweest. Het is mijn indruk, dat Nederland op dezen voet aan den verderen loop van het internationale geding kan deelnemen. Wat onze houding tot België betreft, zal de gedachte de Regeering blijven leiden, dat het op den geest, die tusschen de volkeren gewekt wordt, meer aankomt, dan op de formules, die de Staten verbinden. Nederland, dat, naar men weet, op zijn rechten staat, heeft genoegzaam bewijs gegeven, dat het met België niet anders dan in vrede en vriendschap heeft willen leven. Het begeert zulks óók in de toekomst te doen ondanks de bedreiging, die uit het naburige land opkwam en thans ter zijde is gesteld.

9. SCHRIJVEN van den Belgischen Minister van Buitenlandsche Zaken aan den Franschen Minister van Buitenlandsche Zaken dd. 14 Juni 1919.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre en date du 4 juin par laquelle vous avez bien voulu me transmettre

le texte d'une résolution votée par le Conseil des Ministres des Affaires étrangères des Principales Puissances alliées et associées dans sa séance du même jour et relative à la constitution d'une Commission pour étudier les mesures devant résulter de la révision des Traités de 1839.

Vous m'exprimez en même temps l'espoir que le Gouvernement belge voudra s'associer à cette résolution.

En réponse à cette communication, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement du Roi consent à adhérer à la résolution dont il s'agit. Mais il est bien entendu dans sa pensée que la procédure indiquée ne peut avoir pour effet d'empêcher l'examen et l'adoption de toutes les mesures indispensables pour supprimer les risques et les inconvenients auxquels, selon les conclusions formulées par les Puissances le 8 mars dernier, les Traités de 1839 exposent la Belgique et la paix générale, et pour garantir à la Belgique son libre développement économique aussi bien que son entière sécurité.

Veillez etc.

(s.) HYMANS.

SCHRIJVEN van den Nederlandschen Minister van Buitenlandsche Zaken aan den Franschen Minister van Buitenlandsche Zaken, dd. 19 Juni 1919.

Monsieur le Ministre,

Par Votre lettre du 4 courant, Vous avez bien voulu me transmettre au nom des Ministres des Affaires étrangères des Principales Puissances alliées et associées le texte en deux exemplaires d'une résolution votée dans leur séance du même jour, relative à la question de la révision des Traités de 1839 et conçue en ces termes:

„Les Puissances, ayant reconnu nécessaire la révision des Traités de 1839, confient à une Commission comprenant les Représentants des Etats-Unis d'Amérique, de l'Empire Britannique, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Belgique et de la Hollande, le soin d'étudier les mesures devant résulter de cette révision et de leur soumettre des propositions n'impliquant ni transfert de souveraineté territoriale, ni création de servitudes internationales.

La Commission invitera la Belgique et la Hollande à présenter des formules communes en ce qui concerne les voies navigables, en s'inspirant des principes généraux adoptés par la Conférence de la Paix.”

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'espoir que Vous avez bien voulu m'exprimer au nom de Vos collègues, le Gouvernement néerlandais est tout disposé à s'associer à cette résolution. Ce Gouvernement apprécie que la résolution adopte sans aucune réserve le point de vue du Gouvernement de la Reine d'après lequel la révision des Traités de 1839 ne pourra impliquer ni transfert de souveraineté territoriale ni création de servitudes internationales. Il considère comme entendu que la résolution ne pourra être interprétée en tel sens qu'il en résulterait des mesures sur lesquelles la Belgique et les Pays-Bas ne seraient pas d'accord.

Veillez etc.

(s.) VAN KARNEBEEK.

SCHRIJVEN van den Franschen Minister van Buitenlandsche Zaken aan den Nederlandschen Minister van Buitenlandsche Zaken dd. 26 Juni 1919.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 19 courant, par laquelle vous voulez bien me faire savoir que le Gouvernement néerlandais est disposé à s'associer à la résolution votée le 4 juin par les Ministres des Affaires étrangères des Principales Puissances alliées et associées au sujet de la révision des Traités de 1839.

Goedkeuring van het op 3 April 1925 te 's Gravenhage tusschen Nederland en België gesloten verdrag, enz.

Le Conseil des Ministres des Affaires étrangères, qui est heureux de prendre acte de cette déclaration, tient toutefois à préciser son sentiment unanime sur un point de sa résolution précédente auquel Votre Excellence se réfère dans les termes suivants :

„Il (le Gouvernement de la Reine) considère comme entendu que la résolution ne pourra être interprétée en tel sens qu'il en résulterait des mesures sur lesquelles la Belgique et les Pays-Bas ne seraient pas d'accord.”

Les Principales Puissances alliées et associées estiment en effet, avec le Gouvernement néerlandais, que l'acte auquel aboutiront les travaux de la Commission devra représenter la volonté unanime et librement consentie de toutes les Puissances signataires. Toutefois, quant elles ont prié la Hollande et la Belgique de leur „présenter des formules communes en ce qui concerne les voies navigables”, elles n'ont pas voulu dire que le rôle de la Commission devrait se borner à enregistrer les solutions concertées entre les deux Etats. Quand bien même leurs intérêts propres ne leur feraient pas un devoir de prendre part, le cas échéant, à la discussion, elles ont un trop vif désir de voir se produire une entente entre la Hollande amie et la Belgique alliée pour s'interdire de chercher à concilier les divergences qui sépareraient ces deux Puissances.

Le Conseil des Ministres des Affaires étrangères a décidé en outre que la Commission comprendrait pour chacune des sept Puissances deux Délégués, experts techniques non compris, et qu'elle commencerait ses travaux dès que tous les Délégués seraient réunis à Paris. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître les représentants que le Gouvernement de la Reine aura cru devoir nommer, et de me faire informer de leur arrivée à Paris. Le choix du Gouvernement belge s'est porté sur MM. Orts, Ministre plénipotentiaire, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, et Segers, Ministre d'Etat.

Veuillez etc.

(s.) S. PICHON.

SCHRIJVEN van den Nederlandschen Minister van Buitenlandsche Zaken aan den Franschen Minister van Buitenlandsche Zaken dd. 7 Juli 1919.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de Vous accuser réception de Votre lettre en date du 26 juin dernier concernant la révision des Traités de 1839.

Je prends acte de ce que les Principales Puissances alliées et associées estiment que le résultat auquel aboutiront les travaux de la Commission devra représenter la volonté unanime et librement consentie de toutes les Puissances signataires.

Je me permets d'ajouter que Messieurs le Jhr. R. de Marees van Swinderen, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas à Londres et le Professeur A. A. H. Struycken, Conseiller d'Etat, ont été désignés comme Délégués néerlandais. Ces Messieurs pourront se rendre à Paris à partir du 20 juillet au cas où la Commission se réunirait déjà ce mois-ci.

Veuillez etc.

(s.) VAN KARNEBEEK.

10. ANTWOORD van den Minister van Buitenlandsche Zaken op schriftelijke vragen van het Lid van de Tweede Kamer der Staten-Generaal den heer VAN DOORN dd. 15 September 1919.

De internationale commissie voor de herziening der verdragen van 1839 heeft op 29 Juli l.l. haar eerste vergadering gehouden. Nadat de Belgische gedelegeerden in den loop van vijf vergaderingen hadden uiteengezet, welke veranderingen

België in den bestaanden toestand verlangt te zien aangebracht, is op 20 Augustus de Nederlandsche delegatie aan het woord gekomen en heeft zij bij monde van den eersten gedelegeerde, jhr. mr. R. DE MAREES VAN SWINDEREN, in algemeene trekken uiteengezet, welk standpunt de Nederlandsche Regeering inneemt en in welke opzichten met de verschillende wenschen van België rekening gehouden kan worden.

Met betrekking tot dit laatste punt heeft de delegatie, gelijk bekend is, verklaard, dat Nederland bereid is met België een onderzoek in te stellen naar de vraag van een uitbreiding van de bestaande gemeenschappelijke zorg voor de bruikbaarheid van het vaarwater der Schelde, in dien zin, dat waarborgen in het leven geroepen worden dat de Schelde steeds zal beantwoorden aan de toenemende behoeften der handelsscheepvaart. Verder werd medegedeeld, dat er dezerzijds in beginsel geen bezwaar bestond tegen een scheepvaartkanaal tusschen Schelde, Maas en Rijn, mits daarbij een voorziening werd getroffen voor een behoorlijke verbinding van het kanaal met den scheepvaartweg op Nederlandsch grondgebied. Ook tegen een kanaal Antwerpen—Moerdijk had Nederland in beginsel geen bedenking. Bovendien bleef Nederland zich bereid verklaren de eventueel gewenschte verbetering van het kanaal Gent—Terneuzen op Nederlandsch grondgebied aan te brengen, mits de kosten daarvan voor een zeer groot deel door België werden gedragen en onder voorwaarde, dat aan enkele bezwaren, welke voor Nederland aan den bestaanden toestand ter plaatse zijn verbonden, werd te gemoet gekomen. Tegenover deze concessiën achtte Nederland zich gerechtigd de medewerking van België te bedingen voor een voor Nederland bevredigende oplossing van het vraagstuk der scheepvaartverbindingen in Limburg, met inbegrip van een nader overeen te komen verbetering van de scheepvaartverbinding tusschen Maastricht en Luik. Deze medewerking werd eveneens gevraagd voor een voor Nederland bevredigende regeling van den afvoer van het bevoeiingswater uit de Kempen, over Nederlandsch grondgebied.

Desiderata van anderen aard of van andere strekking werden afgewezen.

Terwijl de gedelegeerden der overige Mogendheden de van weerszijden gegeven uiteenzettingen in studie namen, hebben de Nederlandsche gedelegeerden van een verblijf hier te lande gebruik gemaakt om persoonlijk de Regeering te raadplegen over een zoodanige toepassing van het gedeelte der resolutie van 4 Juni l.l., dat betrekking heeft op de door Nederland en België voor te stellen gemeenschappelijke formules nopens de waterwegen, dat de mogelijkheid wordt geopend de grondslagen van het met betrekking tot de waterwegen te voeren overleg reeds in dit stadium tusschen Nederland en België te Parijs vast te stellen. Met deze toepassing heeft de Regeering zich kunnen vereenigen in het belang van de afwikkeling der onderhandelingen.

De vergaderingen der commissie zijn op 11 September hervat; ook is reeds met het afzonderlijk overleg der Belgische en Nederlandsche gedelegeerden een aanvang gemaakt.

Voor zooveel noodig werd aangeteekend, dat het overleg gevoerd wordt op den grondslag der resolutie van 4 Juni, volgens welke de herziening der verdragen van 1839 niet zal mogen leiden tot eenige overdracht van souvereiniteit of het in het leven roepen van internationale servituten.

11. COMMUNIQUE van 15 Maart 1920.

Het Departement van Buitenlandsche Zaken deelt het volgende mede:

De onderhandelingen betreffende de herziening van de tractaten van 1839 naderen haar einde. Omtrent de economische clausules zijn de Nederlandsche en de Belgische delegatie tot herziening van enkele artikelen van het in 1839 tusschen Nederland en België gesloten verdrag, in het bijzonder art. 9, betreffende de Schelde tot overeenstemming gekomen; zij bevatten bovendien eenige nieuwe regelen met betrekking tot

nieuw aan te leggen waterwegen en daarmee verband houdende onderwerpen. Het Schelderegim wordt in dien zin gewijzigd, dat de Schelde van Antwerpen tot in volle zee, voor zooveel de belangen der scheepvaart betreft, onder beheer komt van een Belgisch-Nederlandsche commissie, welke tot taak zal hebben het vaarwater te allen tijde te doen beantwoorden aan de aangroeiende eischen der scheepvaart.

Hare besluiten zullen, behoudens in spoedeisende gevallen, onderworpen zijn aan de goedkeuring der beide Regeeringen. Bij gemis aan overeenstemming, hetzij in den boezem der commissie zelve, hetzij tusschen de beide Regeeringen, zal de beslissing worden ingeroepen van een commissie van arbitrage voor ieder geval te vormen; voor de urgente zaken wordt een permanent arbitrage-college in het leven geroepen. De uitvoering der besluiten blijft als regel toevertrouwd aan de nationale administraties; alleen in spoedeisende gevallen kan de commissie zelve de uitvoering ter hand nemen.

Iedere Staat zal de kosten van onderhoud en verlichting e. d. van het vaarwater op eigen gebied hebben te dragen, waarbij intusschen Nederland niet verder zal behoeven te gaan dan de handhaving van het vaarwater in den tegenwoordigen staat van bevaarbaarheid. Zoodanige verplichting geldt niet voor verbeteringswerken; wanneer de noodzakelijkheid daarvan is gebleken, zal door overleg worden uitgemaakt, wie deze zal betalen.

Met betrekking tot het loodswezen is een einde gemaakt aan de inconvenienten, waartoe het thans geldende stelsel van onbepaalde concurrentie aanleiding gaf. Die concurrentie is alleen behouden gebleven, voor zoover de vaart van Antwerpen naar zee betreft; in omgekeerde richting is een splitsing gemaakt, naarmate de schepen door de Wielingen of door het Oostgat, dan wel de Deurlo de Schelde binnenkomen; in het eerste geval zal de Belgische, in het tweede geval de Nederlandsche loodsdienst bij uitsluiting bevoegd zijn. Het loodsen van en naar Nederlandsche havens op Nederlandsch gebied blijft intusschen geheel aan den Nederlandschen loodsdienst voorbehouden. Aan België is voorts nog de concessie gedaan, dat de loodsrechten van zee naar Antwerpen en omgekeerd nimmer hooger zullen zijn dan die van zee naar Rotterdam en omgekeerd.

Ten aanzien van de scheepvaart op het kanaal Gent—Terneuzen wordt een systeem ingevoerd, soortgelijk aan dat betreffende de Schelde. Van de kosten van de verbeteringswerken op dit kanaal zal Nederland, voor zooveel het Nederlandsche gedeelte betreft, 1/6, België 5/6 betalen. De loodsdienst blijft hier facultatief.

Aan België worden twee nieuwe kanalen toegestaan, een van Antwerpen naar Moerdijk en een van Antwerpen naar Ruhrort. Dit laatste zal de Maas passeeren ter hoogte van Venlo, tenzij partijen, na onderzoek door deskundigen, tot een ander besluit komen. In ieder geval zal een behoorlijke verbinding van het kanaal met de Maas worden verzekerd. De regeling van de kosten van deze kanalen wordt aan nader overleg voorbehouden.

Anderzijds heeft Nederland het recht bedongen op verbetering van de Zuid-Willemsvaart voor de vaart van schepen van 1000 ton en, desgewenscht, hooger. Daaraan zal zich aansluiten eene verbreding van het kanaal van Luik naar Maastricht en de aanleg van een verbindingskanaal van de Zuid-Willemsvaart met de Maas ter hoogte van Maasbracht. Door een en ander komt de noodzakelijkheid van de kanalisatie van de Maas tusschen Maastricht en Maasbracht te vervallen.

Voorts is een nieuwe regeling ontworpen met betrekking tot de wateraftappingen uit de Maas, waarbij met de belangen van beide landen is rekening gehouden. België stelt zich daarbij verantwoordelijk voor de werken, die nodig zullen zijn om te verhinderen, dat Noord-Brabant van het naar België afstromend water overlast ondervindt. In aansluiting daaraan is tevens eene regeling voorzien betreffende den waterafvoer in het gebied van Dommel, Mark en Rosendaelsche Vliet, waardoor overstroomingen worden voorkomen; in de noodige werken zullen beide landen bijdragen naar den maatstaf van beider belang.

Het ontworpen tractaat met uitvoerig rapport zal thans spoedig door de beide delegaties aan de commissie van veertien worden aangeboden, waarna het aan de betrokken Regeeringen zal worden toegezonden ter teekening en ratificatie.

Te gelijker tijd zal in de commissie van veertien de definitieve tekst van het collectieve tractaat tot afschaffing van de garantiectractaten van 1839 worden vastgesteld. De noodige voorbesprekingen daartoe hebben reeds plaats gehad.

De strekking zal zijn, België te ontlasten van de permanente neutraliteit en van de beperking, dat Antwerpen bij voortdurend alleen een handelshaven zal blijven. Het verdrag zal geen militaire of politieke verbintenissen van Nederland inhouden.

De oude quaestie over de souvereiniteit der Wielingen is ter sprake gekomen; besloten werd deze in statu quo te laten.

12. VERKLARING van den Minister van Buitenlandsche Zaken in de vergadering van de Tweede Kamer der Staten-Generaal van 8 Juni 1920.

Mijnheer de Voorzitter! Ik dank de Kamer, dat mij gelegenheid gegeven wordt om haar een mededeeling te doen.

De huidige stand van de Nederlandsch-Belgische onderhandelingen betreffende de herziening van de tractaten van 1839 noopt mij, in verband ook met hetgeen dienaangaande elders is gepubliceerd, tot het doen van een eenigszins uitvoerige mededeeling aan de Nederlandsche Volksvertegenwoordiging naar aanleiding van hetgeen te dier zake in den laatsten tijd is voorgevallen.

Reeds werd daarover een beknopt communiqué aan de pers verstrekt, maar ik acht mij verplicht — en ik vertrouw, dat de Kamer en de Nederlandsche bevolking daarop prijs stellen — nader in bijzonderheden den loop der onderhandelingen, die aan het gebeure op 21 Mei l.l. zijn voorafgegaan, gelijk het gebeurde op dien dag zelf, te uwer kennis te brengen.

De heer TROELSTRA zal mijn mededeelingen tevens wel als antwoord op de schriftelijk door hem gestelde vragen willen aanmerken.

Uit vroegere mededeelingen is aan de Kamer bekend, dat de onderhandelingen met België zoo ver waren gevorderd, dat omtrent den inhoud zoowel van het verdrag tusschen Nederland en België tot herziening van het verdrag van 1839 als van het verdrag met de Mogendheden tot opheffing van de garantiectractaten van datzelfde jaar overeenstemming was verkregen.

In eerstgenoemd verdrag heeft Nederland belangrijke concessies aan België gedaan zonder zijnerzijds veel daartegenover te bedingen. De Regeering meende daartoe ter wille van de goede nabuurschap te mogen overgaan. Welke die concessies zijn, mag ook in hoofdzaak aan de Kamer bekend worden ondersteld.

Het collectieve verdrag houdt geen positieve verplichtingen in; het beperkt zich tot de opheffing van de tot nu toe op België drukkende servituten en tot de afschaffing in het algemeen van de garantiectractaten. De Nederlandsche en de Belgische delegatie hebben op 23 Maart l.l. het door haar in gemeen overleg ontworpen tractaat, met goedvinden harer Regeeringen, aan de commissie van veertien overgelegd, welke daarvan akte heeft genomen; in dezelfde vergadering is de tekst van het collectieve tractaat definitief vastgesteld.

Er bleef dus niet anders over dan de vaststelling van het door de commissie van veertien aan de betrokken Regeeringen uit te brengen rapport, terwijl bovendien de Nederlandsche en de Belgische delegatie nog eenig overleg hadden te plegen betreffende den Nederlandschen tekst van het Nederlandsch-Belgisch tractaat, dat officieel in de beide talen zal worden geteekend. Een en ander was reeds in ver gevorderden staat van voorbereiding en eische nog slechts een korte bespreking, welke te Parijs zoude plaats vinden.

Op een zeer spoedige onderteekening der tractaten werd dan ook met zekerheid gerekend.

Goedkeuring van het op 3 April 1925 te 's Gravenhage tusschen Nederland en België gesloten verdrag, enz.

Plotseling evenwel is een storing ingetreden. Daarvoor wordt, zooals reeds bekend is geworden, een beroep gedaan op de z.g. Wielingen-quaestie.

Het eigenaardige karakter dier quaestie zal aan de Kamer duidelijk zijn, wanneer zij zich herinnert, dat de zuidelijke, de gewichtigste vaargeul van de Wester-Schelde zich naar zee uitstrekt ten deele binnen een afstand van drie zeemijlen van de Belgische kust.

Van oudsher heeft Nederland — ik gebruik dit woord om het gezag uit te drukken waaronder achtereenvolgens in de geschiedenis Zeeland behoorde — de soevereiniteit over deze vaargeul tot aan volle zee bezeten.

Na de scheiding van 1839 is daarover intusschen bij herhaling quaestie gerezen tusschen de Nederlandsche en de Belgische Regeering. De laatste beriep zich tegenover Nederland's (historische) rechten op het volkenrechtelijk beginsel, dat een Staat binnen een zekeren afstand van de kust ook de zee beheerscht, om de genoemde vaargeul, voor zoover zij zich voorbij de Nederlandsch-Belgische landgrens uitstrekt, als Belgisch watergebied aan te merken.

Een oplossing heeft dit probleem niet gevonden. Nederland's rechten op de geul, die zijn rivier met de zee verbindt, en de aanspraak van België op zijn kustzee, stonden als tegengestelde grootheden naast elkander.

Men zoude zich intusschen vergissen, zoo men meende, dat deze quaestie in het verleden tot ernstige praktische moeilijkheden had aanleiding gegeven. Beide landen hadden uiteraard belang er bij, dat de vaargeul steeds aan de eischen der scheepvaart zoude beantwoorden. Zoo dikwijls dus te dien aanzien maatregelen waren te nemen, is men dienaangaande tot overeenstemming gekomen. Waar noodig, behield men zich van weerszijden de quaestie der soevereiniteit met zoovele woorden voor. Zoo geschiedde o. a. in het Tractaat van 31 Maart 1866 tot invoering van een nieuw stelsel van verlichting op de Wester-Schelde, waaronder begrepen de Wielingen. Nederland stemde daarbij toe, dat België in het betwiste deel der Wielingen een lichtschip zoude mogen plaatsen onder de uitdrukkelijke reserve evenwel „dat de plaatsing door België van dat licht beschouwd zal worden alleenlijk ten doel te hebben om de scheepvaart des nachts naar Antwerpen te vergemakkelijken, wordende elke quaestie van soevereiniteit van weerszijden voorbehouden”.

Op dezelfde wijze werd gehandeld in een Tractaat van 9 Februari 1881 tot verbetering van de verlichting der Schelde. Een lichtschip in de Wielingen werd verplaatst, een nieuw lichtschip gelegd, maar weder onder het navolgende voorbehoud: „Wat betreft de plaatsing van het lichtschip bij den Wandelbaar en de verplaatsing van dat bij de Wielingen is overeengekomen, dat elke quaestie van soevereiniteit van weerszijden wordt voorbehouden”.

Toen in 1914 de oorlog uitbrak, stond de Nederlandsche Regeering voor de vraag, hoe zij ten aanzien van de handhaving der neutraliteit met betrekking tot dit betwiste watergebied had te handelen. De Belgische Regeering verzocht haar, reeds in het begin van Augustus, den toegang tot de Belgische kust ter plaatse toch niet door het leggen van mijnen voor de vloot der Geallieerden ontoegankelijk te maken.

Op grond van het litigieuse van de soevereiniteit op bedoeld watergebied besloot de Regeering de feitelijke handhaving der neutraliteit niet daartoe uit te strekken, zoodat dit dan ook gedurende den oorlog door de verschillende oorlogvoerenden als oorlogsgebied is gebruikt.

Ziedaar den stand der quaestie.

Reeds in October 1918 had de Belgische Regeering tot de Nederlandsche een nota gericht, waarin zij uitdrukking gaf aan haar meening, op grond van hetgeen gedurende den oorlog had plaats gevonden, dat de Nederlandsche Regeering blijkbaar het besproken gedeelte der Wielingen als Belgisch watergebied beschouwde. Dezerzijds is daarop het antwoord aangehouden, omdat kort daarop de actie tot herziening van de tractaten van 1839 door de Belgische Regeering begon en te Parijs werd aan-

hangig gemaakt en het daarom onraadzaam leek een bepaald onderwerp tot een punt van afzonderlijke behandeling te maken.

Aanvankelijk is te Parijs in den loop der onderhandelingen de Wielingenquaestie wel éénmaal door de Belgische delegatie aangestipt, maar niet tot voorwerp van bijzondere bespreking geworden. Eerst in December van het vorige jaar bracht een redactiequaestie met betrekking tot een artikel van het economische tractaat het probleem weder in herinnering. Van weerszijden heeft men zich toen beijverd om uit dit tractaat alles te weren wat op de vraag van de soevereiniteit der Wielingen zoude kunnen prejudicieeren. En daarin is men ook geslaagd.

Uit de gevoerde besprekingen bleek evenwel, dat de Nederlandsche delegatie de stelling der Belgische, dat de Wielingen onbetwist Belgisch vaarwater waren, niet tot de hare kon maken. Dit leidde er toe, dat de Belgische delegatie namens hare Regeering het verlangen uitsprak, dat te dien aanzien thans iedere twijfel zoude worden weggenomen.

Hierin heeft de Nederlandsche delegatie, in overleg met de Regeering, gemeend niet te kunnen toestemmen. Zij heeft de gronden, waarop het Nederlandsche standpunt berust, uitvoerig ontvouwd, zich anderzijds bereid verklaard tot iedere redelijke schikking te willen medewerken. Verschillende denkbeelden, berustende op de gedachte, dat de Wielingen volgens den dalweg tusschen de beide landen zoude worden verdeeld, waardoor België van Zeebrugge eene eigen verbinding met de zee zoude verkrijgen en Nederland zoodanige verbinding van de Wester-Schelde met de zee zoude behouden, heeft zij aan de hand gedaan. Ook heeft zij in overweging gegeven de geheele zaak bij deze gelegenheid te laten zooals zij in het verleden was, vertrouwend, dat men met wat goeden wil ook in de toekomst praktische moeilijkheden zoude kunnen vermijden. Ook heeft zij het denkbeeld de quaestie door arbitrage te doen beslissen ter tafel gebracht.

Geene der oplossingen werd evenwel van Belgische zijde aanvaard; men bleef er op staan, dat de Nederlandsche Regeering de volle soevereiniteit van België op het betwiste watergebied zoude erkennen.

In het begin van Maart van dit jaar veranderde de Belgische Regeering van opvatting. Zij deed door haar delegatie voorstellen, dat de quaestie onopgelost zoude blijven, met dien verstande, dat de Belgische delegatie in de Commissie van veertien een verklaring zoude afleggen, waarin aan de Belgische opvatting, dat de Wielingen ter plaatse geheel tot België behooren, zoude worden uitdrukking gegeven.

Met machtiging van de Nederlandsche Regeering verklaarde de Nederlandsche delegatie dit voorstel aan te nemen onder het voorbehoud, dat dan ook de Nederlandsche delegatie een analoge verklaring in de vergadering van de Commissie van veertien met betrekking tot het Nederlandsche standpunt zoude uitspreken, welk voorbehoud door de Belgische delegatie werd aanvaard.

Toen aldus was overeengekomen hebben de beide delegaties gezamenlijk den voorzitter der Commissie van veertien verzocht een vergadering der Commissie bijeen te roepen, opdat deze met het ontwerp-tractaat tusschen Nederland en België met bijgevoegd uitvoerig rapport zoude worden in kennis gesteld, het collectieve tractaat, waaromtrent in officieuze besprekingen overeenstemming was verkregen, zoude vaststellen en de verklaringen omtrent de Wielingen in ontvangst nemen.

De voorzitter bepaalde den dag der vergadering op 23 Maart.

Den tusschenliggenden tijd hebben de Nederlandsche en Belgische delegatie zich ten nutte gemaakt om gezamenlijk overleg te plegen betreffende de van beide zijden af te leggen verklaringen omtrent de Wielingen.

In de vergadering van 23 Maart hebben daarop, eerst de Belgische, daarna de Nederlandsche delegatie, haar verklaringen omtrent de Wielingen afgelegd, waarin van weerszijden, volgens de bestaande aanspraken, de soevereiniteit van beide landen over dit watergebied werd gehandhaafd.

De vergadering heeft van die verklaringen akte genomen en bepaald, dat daarvan zoude worden melding gemaakt in het

door de commissie uit te brengen rapport aan de betrokken Regeeringen.

Na de vergadering bleek de Belgische delegatie er prijs op te stellen hare korte verklaring alsnog door eene aan het proces-verbaal der zitting te hechten nota toe te lichten. In de vergadering zelve was trouwens door een der leden om eene nadere toelichtende nota van beide partijen gevraagd.

De Nederlandsche delegatie heeft zich daarbij neergelegd, zich het recht voorbehoudende, zoo noodig, ook harerzijds eene nadere toelichting van haar standpunt aan de commissie te doen toekomen.

Op 9 April zond de Belgische delegatie eene uitvoerige nota aan den voorzitter der commissie toe, met verzoek deze aan het proces-verbaal van de vergadering van 23 Maart te willen toevoegen. De Nederlandsche delegatie heeft daarop volledigheidshalve op 3 Mei eene korte toelichting op hare verklaring aan den voorzitter gezonden, in welke geheel hetzelfde standpunt als in die verklaring zelve werd ingenomen.

Op 19 Mei ontving daarop de Nederlandsche delegatie het telegrafische bericht, dat de Belgische delegatie zich gelukkig zou rekenen haar den 21sten Mei te Parijs te ontmoeten. De Nederlandsche delegatie vertrok in de onderstelling, dat thans ten aanzien van het rapport der commissie en enkele andere nog te regelen zaken van ondergeschikte beteekenis de laatste hand zoude worden gelegd.

In de bijeenkomst van 21 Mei nam evenwel de Belgische delegatie het woord om voorlezing te doen van een door haar op dienzelfden dag aan den voorzitter der commissie ter hand gestelden brief.

Deze brief hield in, dat de Belgische Regeering met het oog op de door de Nederlandsche delegatie op 3 Mei toegezonden nota betreffende de Wielingen het onmogelijk achtte de onderhandelingen betreffende de herziening van de tractaten van 1839 voort te zetten, zolang niet het „door de Nederlandsche Regeering in het leven geroepen geschil” betreffende de Wielingen een oplossing zoude hebben gevonden, die de rechten van België verzekert en zijn essentiele belangen waarborgt.

Tot discussie over dezen brief verklaarden de Belgische gedelegeerden zich niet gemachtigd.

De Nederlandsche delegatie heeft haar verwondering over dit onverwachte incident uitgesproken, verklaard, dat zij het opwerpen daarvan in strijd achtte met wat tusschen de beide delegaties in overleg met de Regeeringen was overeengekomen en in de vergadering der Commissie zijn beslag had gekregen, terwijl zij bovendien als haar meening uitsprak, dat van schorsing der onderhandelingen moeilijk sprake kon zijn, waar deze in werkelijkheid reeds waren geëindigd.

Van den voorzitter der Commissie heeft de delegatie nog geen toezending van den brief ontvangen, noch is op eenige andere wijze de commissie met het incident in kennis gesteld.

Mijnheer de Voorzitter! Ik heb mij bepaald tot eene bloote uiteenzetting der feiten zonder daaraan eenige gevolgtrekking te verbinden.

Alleen wensch ik op grond der medegedeelde feiten dit vast te leggen, dat de Nederlandsche delegatie geenszins het conflict betreffende de Wielingen heeft in het leven geroepen, dat zij het hare heeft gedaan om, toen de Belgische delegatie een oplossing der van ouds hangende quaestie begeerde, tot een bevredigende oplossing bij te dragen, dat zij het denkbeeld der arbitrage naar voren heeft gebracht, dat zij zich ook genegen heeft verklaard het geschil in het status quo te laten en, toen dit door de Belgische delegatie, met machtiging der Belgische Regeering onder bepaalde voorwaarde werd voorgesteld, dit voorstel heeft aanvaard en zich volkomen daarnaar heeft gedragen.

Nadien heeft de Belgische delegatie niet voorgesteld hierop terug te komen en de besprekingen over de zaak te heropenen, maar ingevolge opdracht harer Regeering zonder overleg met en zonder voorkennis van de Nederlandsche delegatie aan den voorzitter der commissie de schorsing der onderhandelingen harerzijds gemeld.

Onder deze omstandigheden behoeft het geen betoog, dat het onverwachte optreden der Belgische Regeering de Nederlandsche uitermate heeft verbaasd.

Wat de quaestie van de Wielingen zelve betreft, op het oogenblik behoeft ik daarop niet in te gaan. Ik teeken slechts aan dat, afgescheiden van zijne rechten, daarbij voor Nederland belangen zijn betrokken, die — en ik leg hierop nadruk — niet mogen worden onderschat. Van de Nederlandsche Regeering, die zich van eene redelijke oplossing niet afkeerig heeft betoond en bereid blijft daartoe mede te werken, kan niet worden gevegd, dat zij, met algeheele terzijdestelling van het standpunt, dat van oudsher werd ingenomen, en met wijziging van eeuwenlang bestaande toestanden, eene solutie zou aanvaarden, die alleen met de Belgische belangen en niet ook met de Nederlandsche rekening houdt. Te minder, waar in dit geding de actie van België aanvankelijk op niet minder dan de heerschappij over de geheele Schelde gericht was en uit dien hoofde bij de regeling van rechten voorzichtigheid geboden is met het oog op de toekomst.

Ook treed ik op het oogenblik niet in eene beschouwing over de aangekondigde niet-voortzetting der onderhandelingen. Ik zou het, ter wille van de betrekkingen tusschen de beide landen, betreuren, indien na het langdurig overleg de vastgestelde tractaten ten slotte niet tot stand kwamen. Nederland heeft echter de herziening der verdragen van 1839 niet gezocht en heeft die ook niet noodig. Aan Nederland wordt door die herziening geen voordeel geboden.

De vraag, waar het thans op aankomt, is of op Nederland een odium gelegd kan worden in verband met hetgeen is gebeurd. Mijnheer de Voorzitter! Deze vraag beantwoord ik met nadruk ontkennend en ik stel er prijs op dit in het openbaar te doen met het oog op de stemmen, die zich in het buitenland doen hooren. Naar de overtuiging der Regeering kan Nederland te dien aanzien met gerustheid het oordeel van de geschiedenis te gemoet gaan en den verderen loop van zaken afwachten.

13. SCHRIJVEN van den Nederlandschen Minister van Buitenlandsche Zaken aan den Belgischen Minister van Buitenlandsche Zaken, dd. 29 Mei 1922.

Monsieur le Ministre,

Les conversations que nous avons eues à Gènes, à l'occasion de la Conférence économique, à propos de la révision des traités de 1839 et de la question des Wielingen nous ont permis, dans un esprit de rapprochement cordial, d'examiner la situation et d'éclaircir et de préciser les points de vue réciproques.

Au cours de ces conversations j'ai eu l'honneur de Vous rappeler les propositions faites au nom du Gouvernement Néerlandais pour résoudre la question des Wielingen, qui amena il y a deux ans le Gouvernement Belge à suspendre les négociations et la signature des traités élaborés de commun accord. Je cite celle du partage de la passe selon le thalweg, celle de la démarcation d'une ligne-frontière dans les eaux territoriales partant du point frontière terrestre et laissant aux Pays-Bas un accès navigable vers la haute mer, et celle de l'étude du problème par une commission d'experts des deux pays sur la base, d'une part du principe de la mer territoriale, d'autre part d'une communication néerlandaise de l'Escaut avec la haute mer. Encore m'étais-je déclaré prêt à laisser la question dans l'état où elle se trouve, confiant que, comme dans le passé, elle ne saurait donner lieu à l'avenir à des difficultés pratiques considérables, solution d'ailleurs sur laquelle on s'était trouvé d'accord avant que les négociations fussent suspendues.

A Gènes Votre Excellence m'a fait connaître que ces solutions, dont nous nous étions entretenus déjà lors de notre entrevue à Lucerne, ne pouvaient rencontrer Votre concours que si des concertations d'ordre militaire entre les deux pays réglèrent la défense du Limbourg.

Goedkeuring van het op 3 April 1925 te 's Gravenhage tusschen Nederland en België gesloten verdrag, enz.

Etant donné, d'une part, que cette dernière question avait déjà été écartée définitivement au cours des négociations antérieures et qu'elle ne pouvait être prise à nouveau en considération, et vu que, d'autre part, aucune autre solution ne fut suggérée par le gouvernement belge, il ne nous resta qu'à envisager la solution que les délégués néerlandais avaient déjà avancée au cours des négociations antérieures et qui consiste à faire résoudre la question des Wielingen qui nous divise par la voie de l'arbitrage.

Votre Excellence s'est déclarée prête à prendre cette solution en considération et je me félicite de ce résultat de nos communs efforts. J'ai maintenant l'honneur, au nom du Gouvernement Néerlandais, qui s'inspire de l'esprit des traités de 1907 et du

Pacte de la Société des Nations, de Vous faire la proposition formelle de soumettre le différend des Wielingen soit à une commission arbitrale, soit à la Cour Permanente de Justice Internationale. Il semble hautement désirable, dans l'intérêt des relations amicales entre les deux pays voisins, que les négociations sur la révision des traités de 1839 ne soient pas tenues plus longtemps en suspens et que la question qui seule a fait obstacle à la signature des accords projetés trouve une solution définitive.

Je saisis etc.

(s.) VAN KARNEBEEK.

14. OVERZICHT van het scheepvaartverkeer in beide richtingen te zamen door de sluizen te Wemeldinge over de jaren 1913—1924, ontleend aan de scheepvaart-statistieken van de rivieren en kanalen in Nederland.

Jaar.	Aantal schepen.	Laadvermogen in tonnen van 1000 K.G.
1913	64 066	15 802 000
1914	48 740	12 304 000
1915	39 928	9 490 000
1916	43 267	14 543 000
1917	32 609	14 809 000
1918	27 578	10 351 000
1919	39 512	9 477 000
1920	41 421	10 845 000
1921	52 207	14 283 000
1922	46 324	11 556 000
1923	47 317	10 656 000
1924	60 650	17 071 000

OVERZICHT van de gedurende de jaren 1913 tot en met 1924 te Lobith gepasseerde vaartuigen, ontleend aan het Jaarverslag voor de Rijnvaart.

Jaar.	Met bestemming naar Nederlandsche en Belgische havens.		Komende van Nederlandsche en Belgische havens.	
	Aantal schepen.	Laadvermogen in tonnen van 1000 K.G.	Aantal schepen.	Laadvermogen in tonnen van 1000 K.G.
1913	48 651	17 673 761	48 117	19 822 138 ⁵
1914	26 150	13 244 404	25 718	12 470 267
1915	12 567	5 694 929	11 966	2 827 087
1916	13 037	8 416 447	13 016	1 691 802
1917	9 116	6 756 793	9 034	652 438
1918	7 725	4 539 226	7 252	303 838
1919	6 830	2 805 298	6 585	3 107 429
1920	12 537	7 258 537	12 175	5 936 036
1921	18 905	9 745 119	18 330	6 326 514
1922	18 541	8 872 693	18 468	11 531 230
1923	11 691	10 023 693	11 186	9 691 132
1924	30 450	23 454 525	30 579	23 527 872